



## DECLARATION LIMINAIRE DU CHSCT DU 05 AVRIL 2018

Madame la présidente,

Force est de constater que depuis votre nomination à la tête de notre département, vous avez réussi en peu de temps, à vous mettre à dos les agents et bon nombre de cadres du département.

Pas un geste de votre part après l'épisode neigeux de début février, annonce de la fusion des SPF et démarrage manu militari de ce dossier, mépris des agents et de leurs représentants en convoquant un CHSCT d'une demie journée dont l'ordre du jour comporte 12 points et pas des moindres, comme les propositions d'utilisation des crédits 2018, la note d'orientations ministérielles SSCT 2018 ou encore le déploiement de SIRHIUS.

CAP22 est en marche, le gouvernement annonce la suppression de 120 000 postes dans la Fonction publique. Il va offrir au MEDEF des pans entiers de nos missions comme la marchandisation du plan cadastral, dont le logiciel de traitement de la RPCU est confié à l'entreprise WORDLINE, société du Groupe ATOS dirigée par Thierry Breton ex-ministre des finances.

Les agents subissent des attaques frontales contre le Statut de la Fonction Publique, la contractualisation des emplois, la rémunération au mérite et le vivent mal car tout cela met en péril les principes fondateurs du Service Public et la Fonction Publique.

CAP22 c'est la destruction de notre administration, la destruction de notre réseau, la destruction de nos directions locales. Nous sommes tous concernés en tant qu'agent mais aussi en tant que citoyen. Nous sommes tous concernés mais nous ne sommes pas tous du bon côté de la pelle. Du côté du manche, il y a les fossoyeurs, comme vous Madame la Présidente.

Les agents vont mal et la Direction Générale le sait : elle crée une cellule d'écoute psychologique, les missions Condition de Vie au Travail, le Tableau de Veille Sociale rénové, mais dans un même temps la mort des CHSCT est prévue. La DGAFP de son côté, affirme clairement l'ambition de suppression des représentants en commission de réforme, de création d'une instance médicale unique.

L'absence de véritable dialogue social est de plus en plus flagrant lors des CHSCT, dans notre département. L'absence de prise en compte des remarques des Organisations Syndicales aussi. Pire, l'absence du respect de la réglementation, pourtant rappelée par l'ISST sur certains points, montre bien que derrière un discours de façade, vous et vos directeurs, vous vous moquez de la Santé et des conditions de vie au travail des agents.

Plus de la moitié des agents de l'Aisne était en grève le 22 mars. En grève, contre la destruction de leur administration, contre les suppressions de postes, contre la mobilité forcée, contre l'abandon de nos missions. Vous parlez d'accompagnement du changement, vous voulez faire de vos chefs de service les VRP du changement auprès des agents, mais les chefs de service ne sont plus dupes, eux aussi vont sauter. Il n'y a pas d'accompagnement mais du bourrage de crâne pour tenter de nous faire rentrer dans le rang.

Le gouvernement veut nous faire disparaître, il veut la mort de la DGFIP. Vous êtes son bras armé dans l'Aisne. Nous n'acceptons pas cette logique qui pointe son groin, celle du « en marche ou crève ! »

*Laon, le 05 avril 2018.*